Envoyé en préfecture le 08/10/2025

Reçu en préfecture le 08/10/2025

Publié le

ID: 005-210500658-20251008-DEL20251007\_04-DE

# DELIBERATION L DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq, le mardi 07 octobre, à 20h30, le Conseil municipal de la commune de GUILLESTRE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Madame Christine PORTEVIN, Maire.

Date de la convocation du Conseil municipal : 30 septembre 2025

Nombre de conseillers : en exercice 19 - présents 12 - votants 18

**Présents :** BELLEVILLE Patricia — BERARD Maxime - CHIAPPONI Marina - DEJY Guillaume — DU PONTAVICE Quentin - FEUILLASSIER Stéphanie — FEUTRIER Lucie - HAUBER-IMBERT Isabelle - LANOE Loïc - MOULIN Dominique - PICHET Catherine - PORTEVIN Christine

Pouvoirs de :

M. CHARPIOT François à M. BERARD Maxime

Mme COURT Sylvie à Madame FEUILLASSIER Stéphanie

M. DERANBUR Reynald à M. MOULIN Dominique M. FIORONI Stéphane à Mme. CHIAPPONI Marina M. GARCIN Aurélien à Mme HAUBER IMBERT Isabelle M. GRANGAUD Sélim-Thomas à Mme PICHET Cathy

Secrétaire de séance : M. BERARD Maxime

## OBJET : Renouvellement convention d'adhésion au service d'aide au classement des archives du Centre de Gestion des Hautes-Alpes

N°20251007-04

Rapporteur : Madame le Maire

Annexe : Projet de la convention

#### Synthèse et exposé des motifs

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes a créé, par délibération du 14 Décembre 2009, un service Archives. Ce service facultatif a pour mission de permettre aux collectivités de respecter leurs obligations en matière d'archivage.

Les archives publiques sont inaliénables et imprescriptibles. Elles appartiennent de plein droit à la collectivité, qui doit en assurer elle-même la conservation et la mise en valeur (code du patrimoine, article L. 216-6 modifié par la loi du 25 juillet 2008, article 6). La structure doit notamment prévoir les frais de conservation — dépenses obligatoires — qui vont de l'achat des boîtes de classement à la restauration des documents, en passant par l'aménagement d'un local.

Le Maire est responsable au civil et au pénal du maintien de l'intégrité des archives de la structure. Tous ces travaux se font sous le contrôle scientifique et technique du Directeur des archives départementales.

#### Pôle Ressources Institution Politique

Envoyé en préfecture le 08/10/2025

Reçu en préfecture le 08/10/2025

Publié le

ID: 005-210500658-20251008-DEL20251007\_04-DE

#### Fonctionnement du service :

La collectivité se met en rapport avec le Centre de Gestion. Si la collectivité n'est pas adhérente au service, elle doit auparavant se procurer une convention d'adhésion en faisant la demande par mail à l'adresse suivante <u>archives@cdg05.fr</u>. La convention d'adhésion n'engage aucune conséquence financière pour la collectivité tant que le « bon pour accord » n'aura pas été validé.

Que ce soit pour le traitement des archives, la formation du personnel ou la mise en valeur du patrimoine, il est fixé un rendez-vous avec l'archiviste pour établir un diagnostic et un devis d'intervention.

Après accord de la collectivité, un « bon pour accord » lui est envoyé, qu'elle doit retourner signé au service Archives du Centre de Gestion.

L'archiviste effectue la prestation auprès de la collectivité.

A la fin de l'intervention, une facture est transmise à la collectivité. Lorsque la mission est supérieure à 3 mois, une facture vous sera remise tous les trimestres.

A titre d'information, les tarifs du service Archives pour l'année 2024 sont :

	Collectivités affiliées	Collectivités non affiliées
Traitement des	300 € / jour	320 € / jour
Diagnostic archives	150€ / jour	200 € / jour
Formation du personnel	400 € / jour	420 € / jour
Mise en valeur du	200 € / jour	220 € / jour
NB : les tarifs ne prenne	nt pas en compte l'achat du	matériel pour l'archivage

#### Madame Le Maire ayant exposé les motifs conduisant à l'examen de la présente

VU le code général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du Patrimoine ;

**VU** la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations du fonctionnaire ;

**VU** la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes du 14 décembre 2009 ;

**VU** la délibération du Centre de Gestion de le Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes du 14 décembre 2023 ;

VU le projet de convention annexé à la présente

#### LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE A LA MAJORITE :

- **ACCEPTE** d'adhérer au service d'aide au classement des archives du Centre de Gestion des Hautes-Alpes ;
- **AUTORISE** Madame Le Maire à signer la convention, annexée à la présente délibération, avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes.

### Pôle Ressources Institution Politique

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Envoyé en préfecture le 08/10/2025 Reçu en préfecture le 08/10/2025

Publié le

ID: 005-210500658-20251008-DEL20251007\_04-DE

A GUILLESTRE, le 07 octobre 2025, Le Maire, Christine PORTEVIN

Transmis à la préfecture le : 8 octobre 2025 Publié le : 8 octobre 2025

Envoyé en préfecture le 08/10/2025 Reçu en préfecture le 08/10/2025

Publié le

ID: 005-210500658-20251008-DEL20251007\_04-DE